

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION



Documents officiels

Cinquième Commission
50e séance
tenue le
mercredi 12 mars 1996
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 50e SÉANCE

Président : M. SENGWE (Zimbabwe)

puis : M. ALOM (Bangladesh)
(Vice-Président)

puis : M. SENGWE (Zimbabwe)
(Président)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997
(suite)

POINT 120 DE L'ORDRE DU JOUR : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (suite)

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE
POURSUIVRE LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES DE VIOLATIONS GRAVES DU DROIT
INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMISES SUR LE TERRITOIRE DE L'EX-YOUGOSLAVIE DEPUIS
1991 (suite)

POINT 139 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU TRIBUNAL CRIMINEL INTERNATIONAL
CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU
D'AUTRES VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS SUR LE
TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS PRÉSUMÉS RESPONSABLES DE TELS
ACTES OU VIOLATIONS COMMIS SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE LE 1er
JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 1994 (suite)

POINT 140 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGÉTAIRES DU
FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

a) FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES
(suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/51/SR.50
29 octobre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

A/C.5/51/SR.50

Français

Page 2

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT
ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

QUESTIONS DIVERSES

/...

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997 (suite)

POINT 120 DE L'ORDRE DU JOUR : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (suite)

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE POURSUIVRE LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES DE VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMISES SUR LE TERRITOIRE DE L'EX-YOUGOSLAVIE DEPUIS 1991 (suite)

POINT 139 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU TRIBUNAL CRIMINEL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS SUR LE TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS PRÉSUMÉS RESPONSABLES DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE LE 1er JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 1994 (suite)

POINT 140 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGÉTAIRES DU FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

- a) FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités (suite) (A/51/688 et Corr.1 et A/51/813)

1. M. MENKVELD (Pays-Bas) parlant au nom de l'Union européenne et des pays associés – Bulgarie, Chypre, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Norvège, République tchèque, Roumanie et Slovaquie – dit que les contributions volontaires en espèces, en nature et sous forme de services, y compris le détachement de personnel, sont apportées dans le contexte des besoins spécifiques de l'Organisation et généralement en réponse à des demandes de l'Assemblée générale. Dans plusieurs de ses résolutions, l'Assemblée a encouragé et approuvé le recours aux services de personnel fourni à titre gracieux. Le Secrétaire général, en tant que plus haut fonctionnaire de l'Organisation, a autorité pour accepter les contributions volontaires. Il est tenu de les administrer conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation et aux procédures énoncées dans un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale.

2. L'Union européenne se félicite que l'occasion soit donnée d'examiner les divers aspects de la fourniture de personnel à titre gracieux par les États Membres et d'autres entités. L'emploi de ce personnel requiert, comme l'utilisation d'autres formes de contributions volontaires, des politiques et procédures appropriées, appliquées de façon cohérente. Tel n'a pas toujours été le cas, ainsi que l'a reconnu l'Assemblée générale lorsqu'elle a prié le Secrétaire général de fournir des renseignements sur les différents aspects de la fourniture de personnel à titre gracieux au Département des opérations de maintien de la paix et aux tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le

/...

Rwanda. Le Comité consultatif, quant à lui, a recommandé que l'Assemblée générale revoie, dans ses rapports sur les budgets des deux tribunaux internationaux, la politique en matière de dépenses d'appui administratif et son application.

3. L'Union européenne est en faveur de l'approche proposée par le Secrétaire général selon laquelle il y a lieu non seulement d'examiner la fourniture de personnel à titre gracieux au Département des opérations de maintien de la paix et aux tribunaux mais aussi d'envisager les différents aspects de la question dans son ensemble. Une telle approche facilitera les travaux de la Cinquième Commission,

4. Le rapport du Secrétaire général contient de très utiles renseignements sur le personnel fourni à titre gracieux : catégorie, nombre, répartition entre les bureaux et départements du Secrétariat au 31 octobre 1996, et statut contractuel. Les renseignements fournis sur la politique relative aux dépenses d'appui administratif et son application sont également intéressants.

5. Il est clair que le débat doit porter surtout, comme l'a recommandé le Comité consultatif, sur l'application de politiques et de directives appropriées dans le cas du personnel fourni à titre gracieux de type non traditionnel; des politiques et pratiques bien établies existent déjà pour le personnel de la catégorie traditionnelle tels qu'experts associés des Nations Unies, experts de coopération technique des Nations Unies et participants aux programmes de stages de l'ONU.

6. L'annexe III du rapport du Secrétaire général permet de noter que l'effectif du personnel fourni à titre gracieux de type non traditionnel se chiffrait au 31 octobre 1996 à 442 personnes. Si ce nombre paraît substantiel par rapport au total des postes financés sur les contributions réparties, il importe de l'apprécier en fonction de certaines circonstances spéciales qui ont joué un rôle important.

7. Tout d'abord, sur les 442 personnes, 112 étaient au service de la Commission spéciale des Nations Unies créée par le Conseil de sécurité pour surveiller l'élimination des armes de destruction massive de l'Iraq. Des militaires et d'autres catégories de personnel ont été mis gracieusement à la disposition de la Commission spéciale par 16 États Membres. Les dépenses d'appui administratif correspondantes ont été prélevées sur les ressources de la Commission.

8. Quatre vingt-sept personnes ont été détachées auprès des tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Le Comité consultatif a souligné que les retards survenus dans les recrutements destinés à pourvoir les postes permanents avaient affecté les phases de démarrage et de suivi des deux tribunaux. Les rapports du Secrétaire général sur les tribunaux contiennent des renseignements sur l'utilisation des contributions volontaires en espèces et en nature et sur les activités confiées au personnel détaché. Il y est dit aussi que, sans l'assistance d'enquêteurs et de juristes détachés, les résultats obtenus jusque là par le Bureau du procureur n'auraient pas été atteints.

9. Dans sa résolution 49/242 B, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de publier des directives précises sur les conditions auxquelles des contributions peuvent être acceptées et des fonds être utilisés pour le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, et d'inclure dans les budgets futurs des renseignements sur les contributions volontaires en espèces et en nature en précisant leur utilisation. L'Assemblée générale a réaffirmé que l'acceptation de contributions volontaires en nature ou en personnel, aussi bien que de contributions financières volontaires, doit être compatible avec la nécessité d'assurer l'impartialité et l'indépendance du Tribunal international et que ces contributions devraient être considérées comme venant compléter les quotes-parts.

10. Dans certains cas un supplément pour les services d'appui aux programmes a été demandé aux gouvernements donateurs ou autres entités fournissant du personnel à titre gracieux; dans d'autres cas, ces dépenses ont été imputées à des fonds d'affectation spéciale.

11. En outre, 141 personnes, surtout des militaires, ont été détachées au Département des opérations de maintien de la paix. Comme le rappelle le Comité consultatif dans son rapport, par ses résolutions 45/258, 47/71 et 49/250, l'Assemblée générale a encouragé le Secrétaire général à inviter les États Membres à fournir du personnel à titre non remboursable pour pourvoir des postes d'appui dans le domaine du maintien de la paix et pour aider le Secrétariat à planifier et gérer les opérations de maintien de la paix. Du fait de l'utilisation d'un mécanisme de financement différent pour les contributions réparties – budget ordinaire et compte d'appui – et de la formule de financement du compte d'appui appliquée jusqu'à 1996, il n'existe pas de tableau d'effectifs complet pour l'exécution de l'ensemble des activités prescrites confiées au Département des opérations de maintien de la paix et aux sections travaillant en liaison avec lui au Département de l'administration et de la gestion et dans d'autres départements du Secrétariat. Dans sa résolution 50/221 B, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général, de présenter, dans son rapport sur le compte d'appui pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 une proposition d'ensemble concernant la totalité des ressources humaines nécessaires de toutes sources de financement pour l'appui aux opérations de maintien de la paix, y compris les postes financés sur le budget ordinaire, les fonds d'affectation spéciale, les fonctionnaires détachés par les États Membres et les autres contributions volontaires à recevoir pendant cette période. En l'absence de ce genre d'information, il ne sera pas possible de décider de la dotation et de la structure du Département des opérations de maintien de la paix. L'Union européenne souhaiterait savoir à quelle date le rapport sur le compte d'appui sera disponible.

12. Enfin 64 personnes ont été détachées au Département des affaires humanitaires. Dans sa résolution 47/168, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer d'étudier tous les moyens utilisables pour fournir au Département des affaires humanitaires un personnel qualifié, le cas échéant grâce à la mise à disposition de spécialistes nationaux des secours humanitaires en cas de catastrophe. Le rapport contractuel de ces experts avec l'Organisation est fixé dans un contrat de louage de services et un mémorandum d'accord entre l'Organisation et le gouvernement donateur. Les dépenses d'appui

au programme sont imputées au gouvernement donateur, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un fonds d'affectation spéciale.

13. L'examen de l'ensemble des cas de détachements de personnel à titre gracieux de type non traditionnel montre qu'il y a presque toujours à la base des circonstances spéciales et une demande de l'Assemblée générale qui ont amené le Secrétaire général à accepter le personnel en question. Les consultations en cours doivent permettre de donner des directives plus claires et plus précises au Secrétaire général sur ce qu'il convient de faire face à ces circonstances spéciales, qui ne changeront pas nécessairement avec l'adoption de nouvelles procédures et pratiques.

14. Dans ce contexte, l'Union européenne apprécie l'intention du Secrétaire général d'élaborer une politique uniforme, qui préciserait de façon cohérente le statut, la responsabilité et l'obligation redditionnelle de toutes les catégories de personnel fourni à titre gracieux. Toutefois, les recommandations contenues dans son rapport ne tiennent pas compte des circonstances spéciales précitées. Le Secrétaire général a recommandé que l'acceptation de personnel fourni à titre gracieux se fasse seulement à titre exceptionnel et provisoire, pour exercer des fonctions spécialisées dans des cas très particuliers. Il a également recommandé que le personnel ainsi fourni n'entraîne pas, directement ou indirectement, d'obligations financières supplémentaires pour l'Organisation. L'Union européenne souscrit à l'avis du Comité consultatif selon lequel les propositions du Secrétaire général ne tiennent pas compte de l'ensemble des questions que soulève l'emploi de personnel fourni à titre gracieux. Ses propositions sont trop limitées et inutilement restrictives pour permettre d'établir une politique qui soit, non seulement uniforme mais aussi applicable, et tienne compte de la contribution précieuse qu'apporte le personnel fourni à titre gracieux.

15. Tout d'abord, il faut opérer une distinction entre les programmes et activités prescrits, tels qu'ils apparaissent au budget ordinaire, dans les budgets des tribunaux et le budget du compte d'appui des opérations de maintien de la paix, et, d'autre part, les activités supplémentaires. Pour ces dernières, les conditions et procédures d'acceptation du personnel fourni à titre gracieux existent déjà en grande partie. Il faudrait toutefois faire en sorte que les conditions et procédures fixées pour les experts associés et les experts de coopération technique de l'ONU s'appliquent à l'ensemble du personnel fourni à titre gracieux de cette catégorie. Pour ce type de contribution volontaire, les gouvernements ou autres entités donateurs devraient supporter le coût des dépenses d'appui administratif approprié.

16. Deuxièmement, il est nécessaire de distinguer, d'une part, entre les programmes et activités prescrits pour lesquels les ressources nécessaires figurent au budget et le personnel requis est disponible, et, d'autre part, les programmes et activités prescrits pour lesquels ce n'est pas le cas. Le Département des opérations de maintien de la paix se trouve manifestement dans cette dernière catégorie, du moins tant que l'Assemblée générale n'aura pas approuvé ses ressources sur la base du coût intégral. Dans le cas des programmes et activités prescrits (mais non budgétisés), il y a lieu d'envisager différemment la question de l'emploi de personnel fourni à titre gracieux et la

/...

facturation des dépenses d'appui administratif. Les budgets nécessaires devraient être présentés le plus tôt possible sur la base du coût intégral. Il n'y a pas lieu de faire supporter des dépenses d'appui pour l'accomplissement de tâches qui ont été prescrites mais ne sont pas encore budgétisées.

17. Se présente également la situation évoquée aux paragraphes 13, 14 et 15 du rapport du Comité consultatif, où l'Organisation n'est pas en mesure de pourvoir rapidement des postes vacants, faute de candidats possédant les compétences requises, ou du fait qu'il s'agit de la phase initiale d'opérations nouvelles ou prorogées. Pendant la période intérimaire ou pendant le processus de recrutement, les services de personnel fourni à titre gracieux, s'il s'en trouve, peuvent être les bienvenus. Les tribunaux internationaux et le Bureau des services de contrôle interne offrent de bons exemples de ce type de situation. En pareil cas, bien évidemment, les dépenses d'appui administratif ne se justifient pas, et les contributions volontaires de ce type doivent figurer au budget et dans les rapports sur son exécution.

18. L'Union européenne n'appuie pas la suggestion présentée au paragraphe 19 du rapport du Comité consultatif, tendant à limiter la proportion des postes pouvant être occupés par du personnel fourni à titre gracieux dans tel ou tel service. Certains services comme la Commission spéciale des Nations Unies et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sont entièrement ou largement tributaires de personnel financé sur des ressources extrabudgétaires et devraient pouvoir le rester. Par ailleurs, la délégation néerlandaise souhaiterait des précisions au sujet de la recommandation figurant au paragraphe 10 du rapport du Comité consultatif selon laquelle l'Organisation ne devrait pas accepter plus de personnel fourni à titre gracieux que nécessaire.

19. Compte tenu de ces considérations, l'Union européenne souscrit à la recommandation du Comité consultatif selon laquelle les directives pour l'acceptation de personnel à titre gracieux qui figurent à l'annexe I du rapport du Secrétaire général devraient être remaniées et soumises à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif.

20. L'Union européenne fait sienne l'opinion du Comité consultatif selon laquelle le Secrétaire général devrait être prié de faire chaque année un rapport complet sur l'emploi de personnel fourni à titre gracieux.

21. Le Comité consultatif a recommandé que l'Assemblée générale examine la politique en matière de facturation des dépenses d'appui et son application. L'introduction d'un taux uniforme en 1980 a reçu l'appui d'un certain nombre d'États Membres peu désireux de financer les coûts indirects d'activités supplémentaires de coopération pour le développement financées sur une base volontaire par certains États Membres. Dans son rapport A/35/544, du 31 octobre 1980, le Comité consultatif avait recommandé que l'Assemblée générale fixe les dépenses d'appui administratif à un taux uniforme de 13 % du coût annuel des projets. L'Assemblée générale a ultérieurement adopté cette formule pour les services financés de sources extrabudgétaires.

22. L'Union européenne accepte la notion selon laquelle les activités inscrites au budget ne doivent pas subventionner les activités supplémentaires, ni inversement. Toutefois la facturation des dépenses d'appui administratif n'a pas été faite de façon cohérente. Dans certains cas, on y a totalement ou partiellement renoncé, parfois à l'initiative du Secrétariat et dans d'autres cas, à la demande expresse des gouvernements donateurs.

23. Avec l'établissement de catégories distinctes de personnel fourni à titre gracieux, il devrait être possible de facturer les coûts d'appui aux programmes de manière cohérente et ne prêtant pas à controverse. Ces coûts devraient être imputés lorsqu'il s'agit d'activités supplémentaires mais non dans le cas d'activités prescrites, dès lors que les contributions volontaires correspondent à une réduction des budgets ou à une réduction des dépenses devant figurer dans les rapports sur l'exécution du budget.

24. Dans le cas où des dépenses d'appui sont prélevées, un taux uniforme de 13 % a été fixée en 1980, à une époque où les circonstances étaient très différentes. L'Union européenne est fermement convaincue qu'il convient de revoir le niveau et la méthodologie de la prise en charge des services d'appui et de procéder à une analyse en vue de déterminer si ces coûts doivent continuer à s'appliquer à toutes les contributions volontaires. L'Union européenne prie donc le Secrétaire général de revoir les divers aspects de la question et de faire rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif.

25. L'Union européenne est prête à participer activement aux consultations officieuses sur les divers aspects de l'emploi de personnel fourni à titre gracieux, y compris les questions relatives aux coûts des services d'appui. La délégation néerlandaise espère que, sur la base de directives remaniées et d'un examen des dépenses d'appui, les consultations aboutiront à une politique claire et applicable, acceptable à tous les États Membres, tout en laissant la possibilité de compléter les ressources de l'Organisation provenant des quotes-parts grâce à des contributions volontaires en espèces, en nature ou sous forme de services, y compris ceux de personnel fourni à titre gracieux.

26. M. MWAKAWAGO (République-Unie de Tanzanie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que sa délégation n'entend pas mettre en question l'intégrité des nombreux hommes et femmes qui ont offert leurs services à l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de prêts à titre gracieux. Elle n'entend pas davantage mettre en question les intentions des gouvernements qui ont offert du personnel pour aider l'Organisation. Le Groupe des 77 et la Chine ont des doutes, non pas au sujet des individus, mais au sujet du système en vigueur. Il s'agit d'un système qui a été progressivement imposé à l'Organisation et qui, si l'on ne prend pas rapidement des mesures correctives, risque d'entraîner le commencement de la fin du caractère international et du style de gestion international de l'Organisation. Le Groupe des 77 et la Chine se préoccupent aussi des dépenses qu'entraîne pour le budget ordinaire l'emploi de personnel fourni à titre gracieux sans approbation de l'Assemblée générale.

27. Le Groupe des 77 et la Chine n'ont pas d'objection à l'emploi de personnel du type I. La délégation tanzanienne convient avec le Secrétariat et le Comité consultatif que le personnel détaché qui est traditionnellement affecté à la

/...

coopération technique et aux activités extrabudgétaires ne semble pas avoir suscité de préoccupations. Comme l'a indiqué le Secrétariat, les politiques et les pratiques concernant ce personnel sont bien définies et n'ont pas à être mises en question.

28. En revanche, l'importance numérique du personnel de type II a suscité des inquiétudes certaines. Ce type de personnel a augmenté au cours des années récentes pour les raisons indiquées dans le rapport du Secrétaire général : nécessité d'obtenir des compétences non disponibles au Secrétariat et insuffisance des ressources disponibles pour exécuter les opérations que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont autorisées. L'absence d'une bonne planification opérationnelle et la hâte avec laquelle certaines activités ont été approuvées ont aussi contribué à la situation qui s'est créée. La question des ressources est critique. Il est alarmant d'apprendre qu'en l'absence de ressources suffisantes, le seul parti possible est le recours au personnel fourni à titre gracieux. Si les États Membres décident que des opérations doivent être financées par des contributions volontaires bénévoles ou réparties, il leur incombe d'en assumer la charge de la manière prévue. Il est inacceptable d'approuver des mandats sans fournir les ressources correspondantes. Plus grave encore est l'attitude de certains pays qui exercent des pressions extrêmes pour réduire les ressources et les programmes de l'Organisation, tout en appuyant le recours au personnel fourni à titre gracieux et sans trouver à redire au système.

29. Le rapport du Secrétaire général a confirmé les pires craintes de la délégation tanzanienne. Les pays en développement ont été virtuellement empêchés de fournir du personnel à titre gracieux, du fait que le système est biaisé à leur détriment. Le système autorise implicitement ceux qui ont les moyens de financer la fourniture de personnel à titre gracieux à New York, par exemple, à choisir les personnes qu'ils souhaitent. Ironiquement, les pays en développement qui, dans leur ensemble, ont fourni des milliers d'hommes pour les opérations de maintien de la paix, et auxquels l'Organisation doit des millions de dollars, sont incapables de détacher du personnel pour des fonctions telles que les enquêtes ou la planification militaire.

30. Sur les 63 postes occupés par du personnel fourni à titre gracieux aux tribunaux internationaux pour l'ex- Yougoslavie et le Rwanda, un seul et unique poste est occupé par un P-3 appartenant à l'un des 132 pays que comptent le Groupe des 77 et la Chine. Sur les 34 pays qui détachent du personnel à titre gracieux au Département des opérations de maintien de la paix, 13 seulement sont membres du Groupe des 77 et la Chine. Mais ces 13 pays ne pourvoient que 32 des 125 postes signalés et, parmi les titulaires de ces 32 postes, deux seulement ont des contrats d'une durée supérieure à deux ans.

31. Le système doit changer, et changer rapidement. Il faut remettre la question à plat. Il convient d'examiner la proposition présentée par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix et par le Comité consultatif dans son rapport le plus récent. Le Groupe des 77 et la Chine sont convaincus que le recours à du personnel fourni à titre gracieux doit, dans tous les cas, être approuvé par l'Assemblée générale.

32. Certains pays auront certainement des objections à un système qui consiste à budgétiser des postes actuellement occupés par du personnel fourni à titre gracieux, mais leurs arguments ne sont pas convaincants. La délégation tanzanienne défie ces pays d'expliquer comment, par le passé, l'Organisation a pu inscrire à son budget plus de 70 000 membres des contingents des Nations Unies. Pour l'ex-Yougoslavie, l'Organisation a inscrit à son budget près de 60 000 membres des contingents et plus de 5 000 civils. En 1997, le budget prévu pour le maintien de la paix atteindra 1,2 milliard de dollars. Il ne paraît pas excessif de demander que le financement et le mode de recrutement des quelque 443 membres du personnel fourni à titre gracieux soient plus transparents et plus équitables.

33. Le rapport du Secrétaire général soulève également la question de l'obligation redditionnelle du personnel fourni à titre gracieux et celle de la nécessité de respecter les dispositions de la Charte relatives aux normes élevées d'intégrité requises du personnel dans l'exercice de ses fonctions. Il est légitime de demander pourquoi le Secrétariat n'a pas insisté pour faire respecter l'obligation de responsabilité. Le personnel fourni à titre gracieux travaille au Secrétariat et nombre de ses membres exercent des fonctions ordinaires qui, si les ressources le permettaient, seraient accomplies par des fonctionnaires du Secrétariat. C'est une étrange situation que celle dans laquelle des personnes travaillant sous l'autorité du Secrétaire général et souvent responsable d'unités du Secrétariat, ne sont pas clairement et pleinement responsables de leurs actes devant le Secrétaire général. On se demande pourquoi le Secrétariat n'a pas insisté, comme il l'a fait dans le cas de la facturation des frais d'appui administratif, pour que chaque membre du personnel fourni à titre gracieux signe un contrat individuel avec le Secrétaire général. De plus, le comportement du Secrétariat a en fait contribué à éroder davantage encore le caractère international de l'Organisation. De hauts fonctionnaires, ont, sous le coup de la nécessité ou par opportunisme, proposé ou pris des mesures qui compromettent le caractère international unique de la fonction publique internationale.

34. Dans un domaine connexe, il y a lieu de mentionner le rôle confié à certains membres du personnel fourni à titre gracieux, qui ont représenté le Secrétaire général ou tenu des consultations avec des États Membres comme s'ils faisaient partie du personnel permanent. Si de telles personnes ne sont pas comptables de leurs actes devant le Secrétaire général, comment peut-on leur demander de représenter le plus haut fonctionnaire de l'Organisation dans les relations avec les États Membres? Plus inquiétants encore sont les cas dans lesquels un emploi dans l'Organisation a été donné à des personnes dont les services avaient précédemment été fournis à titre gracieux. Dans certains cas, la procédure de recrutement de l'Organisation a été contournée, souvent avec l'appui de certains fonctionnaires de du Secrétariat et des pays dont ces personnes étaient ressortissantes.

35. Il est inadmissible d'employer du personnel fourni à titre gracieux alors que de nombreux fonctionnaires s'entendent dire qu'ils sont en surnombre. Il est injuste de licencier du personnel qui sert l'Organisation avec compétence et dévouement depuis des années alors que des pressions sont exercées pour faire engager du personnel fourni à titre gracieux.

36. Le Groupe des 77 et la Chine s'inquiètent vivement de ce qu'on entreprend pour réduire le nombre des fonctionnaires titulaires de contrats de longue durée et les remplacer par du personnel engagé pour de courtes périodes. Une telle évolution aboutira certainement à un système peu différent de celui de l'emploi de personnel fourni à titre gracieux, système dans lequel les individus sont redevables de leurs actes non pas à l'Organisation mais à leurs gouvernements. Il est vrai que certaines opérations des Nations Unies se prêtent idéalement à l'engagement de personnel pour des périodes de courte durée et que ce personnel nouveau peut apporter à l'Organisation une contribution précieuse. Néanmoins, la sous-traitance généralisée et quasi inconsiderée des opérations de l'Organisation que recommandent d'aucuns aboutirait certainement aux mêmes types d'abus que le système actuel de recours à du personnel fourni à titre gracieux. Un tel système est manifestement antidémocratique car il favorise les pays qui ont les moyens de détacher pour une courte période certains de leurs ressortissants afin qu'ils travaillent à l'ONU durant une période limitée avant de reprendre leur carrière dans leur propre pays.

37. Le Groupe des 77 et la Chine insistent pour l'établissement d'un système juste, équitable et transparent qui donne à tous les pays la possibilité de participer à la fourniture des services qu'apporte actuellement le personnel détaché à titre gracieux. Si le débat sur ce personnel a généré une aussi vive inquiétude, c'est qu'il fait intervenir des questions de principe beaucoup plus graves. Un grand nombre d'États Membres s'inquiètent vivement de ce qu'ils considèrent comme une tentative visant à détruire le caractère international unique de l'Organisation. Les soupçons ne font que s'accroître, par exemple lorsque des décisions de l'Assemblée générale ne sont pas appliquées de la manière convenue à l'issue de longues négociations entre tous les États Membres. Des procédures adoptées de longue date par l'Assemblée générale, souvent par consensus, ont été méconnues ou contournées par certains hauts fonctionnaires du Secrétariat pour la simple raison que des pays puissants les ont poussés à agir différemment.

38. Enfin, si sous sa forme actuelle le système de recours à du personnel fourni à titre gracieux doit être considéré comme un exemple de plus de ce qu'il faut réformer à l'ONU, il doit être dit clairement qu'un tel système ne se justifie d'aucune manière et qu'il doit être modifié. Il est inacceptable de se contenter de faire valoir que l'emploi de ce personnel résulte d'une demande de l'Assemblée générale.

39. M. KAMAL (Pakistan) dit qu'en faisant part de l'inquiétude que lui inspire le rôle croissant du personnel fourni à titre gracieux, sa délégation entend défendre le caractère international de l'Organisation.

40. Les Articles 97, 100 et 101 de la Charte des Nations Unies ne prévoient pas pour l'Organisation de personnel «détaché» ou «fourni à titre gracieux». Il est fait référence à l'emploi de personnel fourni à titre gracieux dans quelques résolutions de l'Assemblée générale mais, même en ce cas, les textes sont assez vagues et les modalités et conditions imprécises. Le Comité consultatif a également souligné que du personnel fourni à titre gracieux a été accepté par le Secrétariat dans certains secteurs qui n'étaient pas expressément désignés par une résolution de l'Assemblée générale.

41. La question de l'emploi de personnel fourni à titre gracieux à l'Organisation revêt maintenant des dimensions alarmantes. La présence de ce personnel a non seulement pour effet d'affecter l'équilibre géographique au sein du Secrétariat au détriment des pays en développement; elle a aussi des incidences politiques de vaste portée. La prépondérance du personnel fourni à titre gracieux dans certains départements du Secrétariat montre amplement que les responsabilités de ces départements ont parfois été transférées à un petit nombre d'États Membres. Le Département des opérations de la paix, où 125 personnes sur un effectif total de 143 sont prêtées à titre gracieux, en est un exemple. La situation peu satisfaisante de ce Département doit préoccuper tous les États Membres. À plusieurs reprises, l'intervenant a demandé au Secrétariat de lui faire savoir quand il serait en mesure de répondre à des questions précises que sa délégation avait posées à ce sujet; malheureusement il n'a jamais reçu de réponses claires.

42. Au lieu d'apporter des réponses sur un certain nombre de points critiques, le rapport du Secrétaire général soulève plusieurs questions graves. Ainsi, il en ressort que les personnes fournies à titre gracieux demeurent, le plus souvent, fonctionnaires de leur gouvernement et ne sont pas fonctionnaires de l'Organisation. Elles ne sont donc pas assujetties à l'Article 100 de la Charte, ni au Règlement du personnel, et ne sont pas davantage comptables de leurs actes devant le Secrétaire général ni soumises à la répartition géographique. Si l'on devait légaliser par défaut un tel arrangement, il serait impossible de maintenir le caractère international, impartial et indépendant de la fonction publique internationale, qui correspond à l'un des principes cardinaux énoncés dans la Charte.

43. Le rapport du Secrétaire général indique aussi que le personnel fourni à titre gracieux s'acquitte de fonctions non traditionnelles pour lesquelles le Secrétariat ne dispose pas des compétences voulues. Aucune explication satisfaisante n'est apportée quant à la nature de ces tâches spécialisées. La délégation pakistanaise ne voit guère quel type de spécialisation est nécessaire pour travailler à la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix, où 56 personnes sur un total de 56 sont en détachement. À la Division des achats et des transports, certaines personnes détachées à titre gracieux ont travaillé pendant plus de deux ans. Le rapport des Commissaires aux comptes signale un certain nombre d'irrégularités dans cette importante division, et cette situation appelle des mesures immédiates.

44. De la même manière, rien ne justifie l'emploi de personnel fourni à titre gracieux aux postes supérieurs du Département de l'administration et de la gestion ou du Bureau des services de contrôle interne. La délégation pakistanaise est fermement convaincue que ces domaines et d'autres domaines importants et sensibles devraient n'employer que des administrateurs de l'Organisation, qui sont assujettis à l'Article 101 de la Charte et doivent satisfaire aux critères les plus élevés de travail, de compétence et d'intégrité.

45. Selon les règles de gestion financière et le Règlement financier de l'Organisation, l'approbation de l'Assemblée générale est requise pour assumer

les obligations financières liées à des contributions volontaires. La délégation pakistanaise a noté dans le rapport du Secrétaire général que 33 % des coûts afférents au personnel militaire fourni à titre gracieux sont assumés par l'Organisation. Le coût estimatif annuel de l'appui administratif pour ce personnel – coût imputé au budget de l'Organisation – est de 1,58 million de dollars à titre non renouvelable et de 2,21 millions de dollars à titre renouvelable. Le Comité consultatif a souligné que le Secrétaire général n'a pas respecté pleinement les stipulations de la règle de gestion financière 7.2 en ce qui concerne les incidences de l'acceptation par l'Organisation de personnel fourni à titre gracieux. Ces dépenses irrégulières devraient préoccuper toutes les délégations; elles préoccupent assurément la délégation pakistanaise.

46. Le rapport du Secrétaire général contient également des révélations surprenantes selon lesquelles, lorsqu'ils ont été priés par le Secrétariat de proposer des candidats pour occuper des postes vacants en qualités de fonctionnaires de l'Organisation, certains États Membres ont indiqué leur préférence pour le détachement de personnel à titre gracieux. Cette tendance suscite de graves interrogations quant aux mobiles réels de la fourniture de personnel à titre gracieux.

47. Fondamentalement, la nécessité de recourir aux services de personnel fourni à titre gracieux résulte de la crise financière de l'Organisation. L'emploi de ce personnel peut être considéré au mieux comme une mesure ad hoc, mais non comme une solution permanente. Le maintien en fonctions de ce personnel ne peut qu'exacerber la situation. Si les États Membres s'acquittaient de l'obligation juridique que leur fait la Charte de régler leurs quotes-parts, il ne serait pas nécessaire de recourir aux services de ce personnel. Il est assez curieux que certains États Membres soient prêts à apporter des contributions volontaires mais beaucoup moins empressés lorsqu'il s'agit de s'acquitter de leurs obligations juridiques.

48. Pour trouver une solution pratique et durable à la question du personnel fourni à titre gracieux, la délégation pakistanaise propose que ce personnel ne puisse pas être employé au Siège de l'Organisation, même à titre exceptionnel. Les emplois du Secrétariat devraient être confiés à des fonctionnaires internationaux, soumis à la Charte, au Règlement du personnel et à l'autorité du Secrétaire général, mais non assujettis à leurs gouvernements. Le personnel fourni à titre gracieux qui travaille actuellement au Secrétariat devrait être rapidement et progressivement retiré. Dans les cas exceptionnels où les compétences requises ne seraient pas disponibles à l'Organisation, du personnel fourni à titre gracieux pourrait être accepté, mais uniquement pour des affectations hors siège. Ces affectations devraient être d'une durée limitée et précisée. Le processus devrait être parfaitement transparent et soumis à l'approbation l'Assemblée générale. Des statistiques trimestrielles sur l'emploi de personnel fourni à titre gracieux à l'Organisation devraient être adressées aux États Membres, et le Secrétariat devrait présenter des rapports annuels à l'Assemblée générale portant sur l'ensemble des questions relatives à l'utilisation de ce personnel. Enfin des fonds d'affectation spéciale devraient être créés pour permettre au Secrétaire général de recruter le personnel de l'Organisation selon la pratique établie.

49. M. INDERFURTH (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation ne peut souscrire à un grand nombre des recommandations présentées dans les rapports dont est saisie la Commission au sujet de l'emploi de personnel fourni au titre de contributions volontaires. Le personnel fourni à titre gracieux apporte des compétences non disponibles au Secrétariat et permet de répondre à des besoins urgents dans des domaines d'activité non traditionnels. Les fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix ont fait mention de la qualité des prestations et du professionnalisme des militaires affectés à ce Département et de l'expertise que seuls des militaires expérimentés, en activité, peuvent apporter. Les États-Unis ont prêté un nombre important de personnes à titre gracieux, notamment dans le domaine du maintien de la paix, ce qui reflète l'importance qu'ils attachent au bon déroulement et à l'efficacité des missions de l'Organisation. Le gouvernement américain est heureux de pouvoir apporter les compétences nécessaires quand il le faut.

50. La question du personnel fourni à titre gracieux ne doit pas devenir une source de conflit entre Nord et Sud, pays développés et pays en développement. Il importe pour tous que les missions soient planifiées et exécutées avec tout le professionnalisme et toute l'efficacité possibles. Il est de l'intérêt de tous les États Membres que la contribution remarquable du personnel fourni à titre gracieux se poursuive dans les domaines où les compétences de ce personnel sont nécessaires. Simultanément, la délégation des États-Unis comprend l'importance d'une fonction publique internationale indépendante et d'une large répartition géographique. Le fonds d'affectation spéciale pour l'état-major de mission à déploiement rapide offre l'exemple d'une solution à des situations exigeant du personnel doté de compétences spécifiques. Une telle solution renforce la capacité de l'Organisation à faire face efficacement et rapidement à une situation de crise.

51. La délégation des États-Unis ne sera pas en mesure de s'associer à l'adoption par consensus d'une résolution fondée sur les recommandations du Comité consultatif. Sa réaction à la proposition de ce dernier concernant la budgétisation et la répartition du coût des postes actuellement occupés par du personnel fourni à titre gracieux n'a pas pour unique objet d'éviter toute augmentation de sa contribution. Le Gouvernement des États-Unis craint fort qu'une telle proposition ne risque de mettre un terme à l'emploi de personnel fourni à titre gracieux.

52. La délégation des États-Unis est surprise et déçue que le Comité consultatif n'ait pas fourni de renseignements détaillés sur les incidences financières de sa proposition tendant à budgétiser les postes sur la base du coût intégral, ni précisé ce que cela représenterait pour le tableau d'effectifs du Secrétariat. La recommandation du Comité consultatif aurait manifestement pour effet d'ajouter un nombre important de postes au budget ordinaire, et la délégation des États-Unis est préoccupée à l'idée que budgétisation intégrale et la répartition des coûts de ces postes n'entraînent le dépassement des limites actuelles du budget. Une telle issue serait inacceptable pour son Gouvernement. Le Secrétariat devrait donner une estimation de ce qu'il en coûterait de pourvoir les postes actuellement occupés par du personnel fourni à titre gracieux, en précisant si des postes supplémentaires devraient être créés pour correspondre aux postes nouvellement budgétisés et répartis financièrement.

Quant à la recommandation selon laquelle ces postes devraient être pourvus selon la procédure normale de recrutement, la délégation des États-Unis craint fort que si l'on avait eu recours à ce processus, les postes en question n'auraient jamais été pourvus à temps, ce qui aurait porté préjudice à l'exécution des missions.

53. Un autre aspect du rapport du Comité consultatif traite des 13 % correspondant aux dépenses administratives que l'Organisation a parfois cherché à imposer aux États Membres fournissant du personnel à titre gracieux. La délégation des États-Unis pense qu'il n'est pas réaliste d'imposer aux États Membres des coûts supplémentaires alors qu'ils fournissent à leurs propres frais des services qui leur ont été demandés. De plus, il n'existe pas de base juridique appropriée pour cette facturation dans le cas du personnel de type II, et la politique ad hoc qui a été appliquée récemment ne peut être considérée comme une pratique normale.

54. Le Gouvernement des États-Unis reconnaît qu'il existe des situations anormales dans lesquelles des fonctionnaires internationaux relèvent de personnel détaché ou fourni à titre gracieux, et que ce dernier n'est pas assujéti au Statut et Règlement du personnel de l'Organisation. De telles situations peuvent et doivent être corrigées grâce à une bonne gestion des ressources humaines. La délégation des États-Unis convient également que certaines personnes employées à titre gracieux occupent des postes qui pourraient revenir à des fonctionnaires permanents. Elle croit comprendre qu'une étude est en cours pour analyser les fonctions qui exigent du personnel militaire. Le Gouvernement des États-Unis encourage de telles études dans tous les secteurs de l'Organisation qui emploient du personnel fourni à titre gracieux.

55. En ce qui concerne l'élaboration d'une politique concernant le personnel fourni à titre gracieux, les objectifs de la délégations des États Unis seraient les suivants : appui à l'établissement du budget sur la base du coût intégral à des fins de transparence, la distinction étant faite entre budgétisation sur la base du coût intégral et répartition des coûts; appui à l'emploi de personnel fourni à titre gracieux pour renforcer le personnel permanent selon les besoins et apporter des compétences non directement disponibles dans la fonction publique internationale; obligation faite au personnel fourni à titre de gracieux de conformer au Statut et Règlement du personnel en ce qui concerne les questions de conduite, d'obligation redditionnelle et de comportement professionnel; établissement d'une distinction entre le personnel fourni à titre gracieux participant à des activités prescrites et le personnel ne relevant pas de cette catégorie. Les dépenses administratives d'appui devraient faire l'objet d'un rapport distinct du Secrétaire général qui serait examiné par l'Assemblée générale.

56. Pour pouvoir s'acquitter de ses missions de façon efficace et efficiente, l'Organisation doit pouvoir compter sur la capacité permanente des États Membres à mettre à la disposition du Secrétariat, à court terme et à titre gracieux, du personnel possédant les compétences dont elle a besoin. Les recommandations contenues dans les deux rapports pourraient, de l'avis de la délégation des États-Unis paralyser l'Organisation lorsqu'il lui faut s'acquitter de missions

d'urgence ou exigeant une intervention rapide ou de missions de type non traditionnel. Le personnel détaché et prêté à titre gracieux a apporté une contribution importante aux objectifs et idéaux de l'Organisation; il a également acquis une connaissance intime du fonctionnement de l'Organisation, qu'il met à profit au service de son gouvernement à son retour de mission. Le moyen est rentable et les résultats sont impressionnants.

57. M. SULAIMAN (République arabe syrienne) dit que la question du personnel fourni à titre gracieux doit être traitée d'urgence dans le cadre d'un débat plus vaste sur la crise financière. Les États Membres ne peuvent détacher du personnel à titre gracieux en remplacement de leur contribution financière, une telle démarche ayant pour effet de réduire la capacité de l'Organisation à s'acquitter de ses responsabilités et portant même atteinte à sa raison d'être. Ce personnel n'est pas assujéti aux dispositions des Articles 100 et 101 de la Charte des Nations Unies et n'est pas régi par le Règlement du personnel, qui les rendrait comptables de leurs actes devant le Secrétaire général. Les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale ne donnent pas carte blanche à l'emploi de ce personnel dans l'ensemble de l'Organisation. De plus, la présence de personnel fourni à titre gracieux à des postes supérieurs, en particulier dans les unités de maintien de la paix, porte préjudice à l'indépendance et au caractère international et indépendant des activités de l'Organisation.

58. La Syrie appuie les recommandations contenues dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/51/813) concernant la nécessité d'assurer la transparence dans le budget pour ce qui est de ces postes, la nécessité de continuer à pourvoir les postes approuvés de la manière traditionnelle, et la limitation de l'emploi de personnel fourni à titre gracieux aux cas exceptionnels et peu nombreux qui sont indiqués dans le rapport.

59. Les États désireux de fournir du personnel à titre gracieux devraient tout d'abord s'acquitter de leurs obligations financières envers l'Organisation, afin que le Secrétaire général puisse organiser l'emploi d'experts de quelque pays que ce soit sur la base traditionnelle d'une répartition géographique équitable.

60. Le personnel fourni à titre gracieux ne doit pas occuper de postes financés sur le budget ordinaire ni se voir confier de missions délicates; il doit en fait assister le personnel permanent de l'Organisation. L'emploi de ce personnel doit être considéré comme une mesure exceptionnelle, sinon l'on aboutira à l'installation permanente d'une nouvelle catégorie de personnel sans allégeance aucune envers l'Organisation.

61. M. Alom (Bangladesh), Vice-Président, prend la présidence.

62. Mme RODRIGUEZ ABASCAL (Cuba) associant sa délégation à l'intervention prononcée par le représentant de la République-Unie de Tanzanie au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que, si l'emploi de personnel fourni à titre gracieux correspond à une pratique établie de longue date, il y a eu de graves déviations par rapport aux règles qui gouvernaient à l'origine l'emploi de ce personnel. Il en est résulté une situation pernicieuse pour l'Organisation : les Articles 100 et 101 de la Charte n'ont pas été respectés, le principe de la répartition

géographique au sein du Secrétariat a été méconnu et la mémoire institutionnelle de l'Organisation a été affectée. Dans les circonstances, le Comité consultatif aurait dû communiquer plus de renseignements sur la situation, ce qui aurait donné aux délégations un tableau plus clair des questions à l'examen. Au paragraphe 10 de son rapport, le Secrétaire général attribue à la crise financière de l'Organisation l'acceptation indiscriminée de personnel fourni à titre gracieux «de type II». Sans en disconvenir, la délégation cubaine pense qu'il y a d'autres explications à ce problème, en particulier les intérêts politiques de certains États Membres et la pression qu'ils exercent dans leur désir d'utiliser le personnel fourni à titre gracieux pour infiltrer le Secrétariat, influencer ses décisions et obtenir des renseignements dans des domaines sensibles. L'indication qui figure au paragraphe 61 du rapport du Secrétaire général, selon laquelle, lorsqu'ils ont été priés de présenter des candidats en vue de pourvoir des postes vacants, certains gouvernements ont fait savoir qu'ils préféreraient fournir du personnel à titre gracieux, témoigne bien du double jeu que mènent consciemment ces gouvernements, en particulier si l'on tient compte du fait qu'un nombre appréciable de personnes détachées à titre gracieux occupent des postes clés et exercent des activités hautement sensibles du point de vue politique au sein de l'Organisation. Chose plus grave encore, ce personnel est redevable de ses actes, non pas au Secrétaire général, mais à son gouvernement.

63. La délégation cubaine appuie l'opinion énoncée au paragraphe 50 du rapport du Secrétaire général selon laquelle aucune fonction de supervision, de direction ou liée à la politique de l'Organisation ne devrait être confiée au personnel fourni à titre gracieux; ce personnel ne devrait pas non plus se voir attribuer de fonctions de nature confidentielle ou sensible, ni être habilité à signer la correspondance officielle. La délégation cubaine appuie aussi la recommandation contenue au paragraphe 12 du rapport du Comité consultatif selon laquelle toute activité prescrite devrait être intégralement budgétisée. Il est inacceptable que du personnel fourni à titre gracieux soit employé pour exécuter des activités qui n'ont pas reçu l'appui budgétaire approprié de la part des États Membres.

64. Le Comité consultatif a décrit deux catégories de situations se prêtant à l'acceptation de personnel fourni à titre gracieux. La délégation cubaine approuve la première mais elle a de sérieux doutes en ce qui concerne la seconde, qui donnerait toute liberté au Secrétaire général pour continuer à employer du personnel fourni à titre gracieux et perpétuerait la situation actuelle à une moindre échelle. Cette seconde catégorie devrait être réglementée très strictement par l'Assemblée générale, dont le consentement devrait être requis pour l'acceptation de ce type de personnel. La délégation cubaine est préoccupée de constater que les dispositions de l'article 7.2 du règlement financier n'ont pas été appliquées correctement, et elle regrette que l'Assemblée générale n'ait pas été informée de l'effectif de ce personnel et des coûts associés à son emploi. Le montant de 13 % n'est pas excessif. Il ne faut pas oublier que l'emploi de personnel fourni à titre gracieux profite tant à l'Organisation qu'au pays donateur, puisque ce dernier est en mesure d'acquérir une connaissance directe du fonctionnement de l'Organisation, et que son personnel reçoit une formation, ce qui représente aussi un avantage pour le pays

donateur. La délégation cubaine ne partage donc pas les opinions consignées aux paragraphes 16 et 17 du rapport du Comité consultatif.

65. Cuba appuie les conclusions et recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général et souscrit aux recommandations figurant aux paragraphes 18 à 22 du rapport du Comité consultatif. La décision à prendre doit se fonder sur les critères essentiels de transparence, d'obligation redditionnelle et d'impartialité pour le personnel fourni à titre gracieux. L'objectif doit être de renforcer le rôle fondamental de l'Assemblée générale dans la réglementation et la supervision de l'emploi de ce personnel.

66. M. HIDAYAT (Indonésie) dit que sa délégation appuie la déclaration faite par le Représentant de la République-Unie de Tanzanie au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

67. Si les ressources sont insuffisantes, le Secrétaire général doit présenter des propositions à l'Assemblée générale en vue d'une action appropriée, selon les procédures établies. La délégation indonésienne partage l'avis du Comité spécial sur les opérations de maintien de la paix, selon lequel il convient de prendre des mesures pour corriger le déséquilibre entre le nombre de militaires prêtés et celui du personnel recruté selon les procédures établies. Il importe de veiller en particulier à préserver le caractère international unique et l'obligation redditionnelle du Secrétariat dans l'exercice de ses fonctions. M. Hidayat se félicite de ce que le Secrétariat ait présenté des directives pour l'acceptation de personnel fourni à titre gracieux. Notant toutefois la recommandation du Comité consultatif selon laquelle les directives proposées devraient être remaniées, sa délégation exprime l'espoir que la Cinquième Commission pourra les examiner en profondeur, puis prier le Secrétaire général de les étudier et de les soumettre à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif le plus tôt possible, afin que les États Membres aient l'occasion de les revoir une fois encore à la reprise de la session de l'Assemblée générale. La délégation indonésienne souscrit à la recommandation du Comité consultatif selon laquelle le Secrétaire général devrait être prié de faire rapport chaque année sur l'emploi de personnel fourni à titre gracieux. Le Comité consultatif devrait être invité à revoir la question plus avant sous tous ses aspects.

68. Mme INCERA (Costa Rica) fait part de l'appui de sa délégation pour la déclaration faite par le représentant de la République-Unie de Tanzanie au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Il importe d'examiner à fond la question du personnel prêté à titre gracieux, étant donné les irrégularités survenues récemment dans l'acceptation de personnel de type II. La délégation costaricienne est particulièrement préoccupée des effets négatifs de la poursuite de cette pratique sur la mémoire institutionnelle de l'Organisation et sur son indépendance. Il est également inquiétant que le personnel fourni à titre gracieux ne soit pas redevable de ses actes devant le Secrétaire général ni assujetti aux Articles 100 et 101 de la Charte des Nations Unies. Il n'y a pas eu un dialogue suffisant entre le Secrétariat et les États Membres sur la question. L'imputation aux États donateurs du montant de 13 % correspondant aux dépenses d'appui administratif ne s'est pas faite de façon cohérente, et l'acceptation de personnel fourni à titre gracieux a porté atteinte au principe

de la répartition géographique équitable. Une telle distorsion des vœux de l'Assemblée générale, et même de la Charte des Nations Unies doit être traitée à titre prioritaire.

69. La délégation costaricienne appuie les opinions énoncées au paragraphe 11 du rapport du Comité consultatif. Lorsqu'il présente un budget concernant de nouvelles activités, le Secrétariat doit fournir des renseignements clairs et complets sur les ressources humaines et financières nécessaires à leur mise en oeuvre. La délégation costaricienne appuie aussi les vues consignées au paragraphe 13, mais elle estime que la situation décrite au paragraphe 14 doit être tout à fait exceptionnelle. Elle souscrit également à l'opinion selon laquelle l'approbation de l'Assemblée générale doit être requise dans tous les cas pour l'emploi de personnel fourni à titre gracieux et fait sienne la proposition figurant au paragraphe 18.

70. La délégation costaricienne espère que le projet de résolution qui sera adopté tiendra compte de la nécessité d'assurer la complète transparence et l'indépendance totale des actions prises par le Secrétariat en application des mandats que lui confient les États Membres.

71. M. MIRMOHAMMAD (République islamique d'Iran) appuie la déclaration prononcée au nom du Groupe des 77 et de la Chine et dit que sa délégation craint que l'utilisation qui est faite de personnel militaire prêté à titre gracieux ne porte atteinte au caractère international de l'Organisation. À une époque où nombre de fonctionnaires, qui représentent la mémoire institutionnelle de l'Organisation, doivent accepter un départ involontaire, le recours à de nombreuses personnes prêtées à titre gracieux est injustifiable. Il est inacceptable de faire pression sur l'Organisation pour qu'elle réduise considérablement les effectifs de personnel ayant travaillé de longues années à son service pour les remplacer par du personnel détaché pour de courtes périodes. La délégation de la République islamique d'Iran est également opposée à ce que l'on engage sur le budget ordinaire des dépenses liées à l'emploi de personnel fourni à titre gracieux sans l'approbation de l'Assemblée générale.

72. Les coûts et le mode d'obtention des services du personnel fourni à titre gracieux doivent être transparents et équitables, et le personnel lui-même doit être comptable de ses actes et impartial dans l'exercice de ses fonctions. L'emploi de personnel fourni à titre gracieux de type II doit être strictement temporaire et exceptionnel. La délégation de la République islamique d'Iran souscrit à la recommandation selon laquelle les directives proposées pour l'acceptation de personnel fourni à titre gracieux doivent être remaniées.

73. M. HO (Singapour) dit que l'augmentation sans précédent des effectifs du personnel fourni à titre gracieux au Secrétariat est le symptôme d'un problème et non sa cause. La cause du problème est la crise financière, et ce n'est pas en restreignant l'emploi de ce personnel que l'on résoudra le problème des ressources; le seul résultat sera que du travail important ne se fera pas. La majorité des personnes employées à titre gracieux au Département des opérations de maintien de la paix, en particulier aux postes supérieurs, appartiennent à des pays développés; la participation des pays en développement à la fourniture de personnel détaché à titre gracieux devrait augmenter. La délégation

/...

singapourienne ne pense pas que le fait d'autoriser du personnel fourni à titre gracieux à détenir des postes de rang élevé pose en soi un problème dans la mesure où ce personnel est responsable de ses actes devant le Secrétaire général et non devant les gouvernements donateurs. Toute personne employée par l'Organisation des Nations Unies doit être redevable de ses actes devant le Secrétaire général.

74. La délégation singapourienne appuie les vues du Comité consultatif en ce qui concerne la facturation d'un montant de 13 % aux gouvernements donateurs. Le chiffre de 13 % est manifestement arbitraire. Il importe de distinguer entre les dépenses extrabudgétaires qui sont strictement afférentes au personnel fourni à titre gracieux, et les coûts liés à l'exécution d'activités prescrites et budgétisées. Il serait inacceptable que les États Membres financent des coûts qui doivent être assumés de toute façon, que le travail soit accompli par un fonctionnaire permanent de l'Organisation ou par une personne détachée. L'engagement de personnel prêté à titre gracieux doit se faire de façon plus équitable et plus transparente. Il est inacceptable que seuls les pays les plus grands et les plus puissants soient invités à fournir un tel personnel pour pourvoir des postes de haut niveau au Secrétariat.

75. Il importe de mettre en place un système juste, équitable et transparent, qui permette à tous les pays de participer au détachement de personnel à titre gracieux. La délégation singapourienne appuie entièrement les recommandations qui figurent aux paragraphes 11 à 14 du rapport du Comité consultatif. La procédure d'emploi du personnel fourni à titre gracieux doit être clarifiée et rationalisée. La délégation singapourienne déconseille toute mesure qui aurait pour effet de mettre brutalement un terme à ce qui constitue une pratique utile pour l'Organisation.

76. M. NOUR (Égypte) dit que sa délégation est très préoccupée par le déséquilibre important que présente la répartition géographique du personnel fourni à titre gracieux de type II. De plus, ce personnel exerce des fonctions très sensibles au Secrétariat dans des domaines tels que les contrôles internes, les opérations de maintien de la paix et même les affaires politiques, toutes fonctions qui ne devraient pas revenir à du personnel n'appartenant pas au Secrétariat. La délégation égyptienne est également préoccupée par le fait que le Secrétaire général ne s'est pas entièrement conformé aux dispositions de l'article 7.2 du Règlement financier concernant l'emploi de ce personnel. L'Assemblée générale doit donner des directives pour traiter les problèmes qu'entraîne le développement de l'emploi de personnel fourni à titre gracieux au Secrétariat. Les fonctions de ce personnel doivent être soigneusement délimitées, le personnel lui-même doit être responsable de ses actes, et les incidences financières de son emploi doivent être prises en considération dans le budget. Les directives du Secrétaire général pour l'acceptation de personnel fourni à titre gracieux sont les bienvenues mais elles devraient tenir compte des observations du Comité consultatif, notamment sur les questions telles que la neutralité de la fonction publique internationale, le respect des règlements financiers de l'Organisation et la détermination de limites maximums à l'emploi de ce personnel. L'objectif est d'assurer la transparence, une répartition géographique équitable et des possibilités égales pour tous les États Membres en ce qui concerne la fourniture de ce personnel. À cet égard, M. Nour est

favorable à l'idée de constituer un fonds d'affectation spéciale, dont l'utilisation pourrait faire l'objet de règles convenues.

77. M. RIVA (Argentine) convient que le Secrétaire général doit parfois avoir recours aux services de personnel fourni à titre gracieux dans des circonstances particulières. L'emploi de ce personnel, qui se limitait traditionnellement au domaine de la coopération technique, s'est étendu à d'autres secteurs comme la planification militaire, l'appui logistique pour les opérations de maintien de la paix, le désarmement, l'assistance humanitaire, les contrôles internes, la recherche économique et sociale et l'administration et la gestion. L'Argentine a fourni gratuitement des personnes possédant des compétences non disponibles au Secrétariat, étant entendu qu'elles devaient non pas remplacer mais renforcer le personnel permanent du Secrétariat et ne seraient employées que pour de courtes périodes et dans des circonstances exceptionnelles.

78. En ce qui concerne la pénurie de personnel au Secrétariat, pénurie qui résulte de la situation financière de plus en plus grave de l'Organisation, les États Membres devraient fournir les ressources nécessaires pour permettre au Secrétariat de s'acquitter des mandats qui lui sont confiés. Le personnel fourni à titre gracieux devrait être assujéti aux dispositions de la Charte et du Statut et Règlement du personnel. L'emploi de personnel fourni à titre gracieux pendant de longues périodes dans les domaines économique et social, des contrôles internes et des achats et d'autres secteurs, risque d'affecter non seulement l'impartialité et l'indépendance de l'Organisation mais aussi le caractère international de ses activités et responsabilités. La délégation argentine appuiera toute mesure visant à améliorer le processus de recrutement. L'engagement d'un nombre approprié de personnes, uniquement pour la durée des besoins, aidera à renforcer l'efficacité et à combattre la bureaucratie. À cet égard, M. Riva appuie la recommandation du Comité consultatif selon laquelle le Secrétaire général devrait chaque année faire rapport sur l'emploi de personnel fourni à titre gracieux, en précisant la nationalité, la durée de service et les fonctions des intéressés. Le Secrétaire général ne devrait pas employer ce personnel en remplacement de postes maintenus vacants pour des raisons purement financières, ni accepter de personnel de type II au-delà des besoins de l'Organisation. En ce qui concerne les incidences financières de l'emploi de ce personnel, la délégation argentine estime qu'en dernière analyse cet emploi se traduit par une économie pour l'Organisation et elle appuie donc la recommandation présentée au paragraphe 17 du rapport du Comité consultatif.

79. Le PRÉSIDENT informe la Commission qu'il a reçu une communication du Président du Comité de coordination des associations et syndicats internationaux du personnel du système des Nations Unies (CCSA) demandant, au nom du Comité, l'autorisation de faire une déclaration à la Cinquième Commission sur la question du personnel fourni à titre gracieux.

80. Le Président estime que, conformément aux dispositions de la résolution 35/213 de l'Assemblée générale et selon sa pratique, la Commission souhaitera inviter le Président du CCSA à prendre la parole à une séance ultérieure sur la question du personnel fourni à titre gracieux.

81. Il en est ainsi décidé.

/...

82. M. Sengwe (Zimbabwe) reprend la présidence.

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/49/98 et Corr.1 et Add.1 et 2, A/49/418, A/49/471 et Corr.1, A/49/633, A/50/16, A/51/124, E/1996/44, A/51/674 et A/51/686 et Add.1 et 2)

83. M. QUINJANO (Corps commun d'inspection), présentant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé «Services communs des organismes des Nations Unies à New York» (A/51/686), précise que ce rapport porte sur l'Organisation des Nations Unies et ses programmes et fonds affiliés, à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. Il présente dans ses grandes lignes la méthodologie utilisée et donne la liste des services que le Secrétariat fournit aux programmes affiliés, notant qu'à l'exception des services juridiques et de l'information publique, tous les services fournis sont assurés par le Département de l'administration et de la gestion. Les résultats de l'inspection ont été positifs. et les inspecteurs ont été impressionnés par le dévouement et le zèle dont fait preuve le personnel participant pour assumer une charge de travail sans cesse croissante au moment même où les effectifs font l'objet de réductions

84. Les paragraphes 15 à 44 contiennent les observations des inspecteurs sur chaque service, les paragraphes 69 à 72 les vues exprimées par les diverses organisations; dans certains cas, ces vues ont été insérées dans le texte, et les précisions pertinentes ont été apportées aux paragraphes 73 et 74. À cette description générale de la situation font suite des recommandations, suggestions et observations sur les aspects administratifs et budgétaires, y compris les formules de remboursement et les moyens d'améliorer les services, en particulier l'intérêt que présenterait la création de comités mixtes utilisateurs/Administration, qui seraient habilités à traiter les plaintes des utilisateurs et à fixer des normes pour la fourniture de services satisfaisants.

85. Les inspecteurs se sont employés à produire un rapport qui soit pragmatique et qui présente des objectifs spécifiques et des directives générales. La nécessité de réaliser des économies d'échelle, de réduire les dépenses globales et d'éliminer les doubles emplois est unanimement reconnue. Dans ses observations sur le rapport du Corps commun d'inspection, (A/51/686/Add.1), le Secrétaire général note que les objectifs proposés par le CCI se situent dans le prolongement de sa propre stratégie visant à accroître l'efficacité des structures d'appui administratif dans l'ensemble de l'Organisation. Si le Secrétaire général ne partage pas toujours l'avis des inspecteurs, ces derniers tiennent à souligner les domaines d'accord qui peuvent aider à promouvoir un nouveau cadre conceptuel et de nouvelles attitudes. À cet égard, la proposition de l'UNICEF selon laquelle il conviendrait d'établir un plan d'action spécifique pour le développement graduel des services, en commençant par deux services qui serviraient de projets pilotes, et d'examiner les avantages possibles de la sous-traitance au secteur privé, va dans le sens des préoccupations du Secrétaire général, qui souhaite que la réforme des services soit envisagée cas par cas, compte dûment tenu des circonstances

/...

particulières de chaque service et des priorités des groupes tant fournisseurs qu'utilisateurs. Un tel exemple illustre le fait que certaines solutions sont praticables et pourraient, à l'issue de consultations entre les secrétariats désireux de renforcer l'efficacité, profiter aux organisations et, en fin de compte, aux États Membres.

86. Il incombe à l'Assemblée générale de promouvoir une politique qui renforce les services communs et de veiller à ce que ces services soient mieux utilisés, non seulement à New York, mais aussi dans les autres lieux d'affectation. Pour créer une attitude positive, propre à renforcer cette politique et à en développer la portée, l'Assemblée générale pourrait inscrire la question des services communs à son programme permanent de réforme institutionnelle et convenir que les services communs doivent devenir un aspect important du nouveau style de gestion qui s'instaure dans l'Organisation. Le Corps commun d'inspection espère que lors des consultations sur les décisions à prendre au sujet du point 112, on envisagera notamment de demander au Secrétaire général de mettre au point, en collaboration avec les organisations et les fonds situés à New York, de nouveaux modes d'action pour renforcer et développer ce domaine d'activités.

87. En ce qui concerne les nouvelles villes sièges – Bonn, La Haye et Montréal – M. Guijano pense qu'il est urgent de formuler, le plus tôt possible, une politique permettant de coordonner les différents services que fournissent les secrétariats de divers organes des Nations Unies se trouvant sur place, de manière à éviter le doubles emplois. Des mesures spécifiques devraient être adoptées sans retard à la session en cours. Cela pourrait se faire cas par cas, comme l'a suggéré le Secrétaire général. L'important est toutefois est de bien centrer l'attention sur les mesures qui renforcent l'action commune : une telle démarche devrait assurément se traduire par des économies et par une plus grande efficacité.

88. M. WOODWARD (Président du Comité des opérations d'audit) présentant au nom du Président du Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies, les vues des commissaires sur l'amélioration des fonctions de contrôle (A/49/471), dit que le Comité estime que son rôle, sa portée, sa structure et sa composition devraient être maintenus essentiellement sans changement. En application de la résolution 48/216 D de l'Assemblée générale, le Comité a suggéré que le mandat de ses membres soit porté de trois à six ans et vienne à expiration les années paires, de manière à correspondre aux besoins des audits biennaux. En ce qui concerne les moyens d'améliorer la qualité des audits externes le Comité a, dans le cadre de ses travaux au sein du Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes, récemment modifié les normes communes de vérification des comptes pour les aligner de plus près sur les meilleures pratiques de la profession. Il a également mis à jour ses méthodes d'audit financier et de gestion et a sensiblement remanié son Manuel d'audit pour qu'il corresponde aux meilleures pratiques en vigueur.

89. Le Comité tient à donner à la Commission l'assurance qu'il est en mesure de s'assurer un effectif suffisant de personnel qualifié pour s'acquitter de toute la gamme des activités d'audit. Son budget est établi en fonction d'un travail planifié et prévisible. De ce fait, tout en confirmant qu'il est disposé

à fournir à l'Organisation des services d'audit supplémentaires selon les demandes de l'Assemblée générale, le Comité souligne la nécessité de bien tenir compte des incidences que comporte sur les ressources le nombre croissant des demandes de l'Assemblée.

90. La responsabilité première dans l'établissement de systèmes permettant de prévenir ou de détecter la fraude incombe à l'Administration. Bien qu'il y ait des limites à ce que le Comité peut faire en ce sens, celui-ci planifie ses audits de manière à détecter tout cas patent de fraude. En outre, il compte intensifier son examen des cas qui lui sont soumis par l'Administration. À cette fin, les organisations concernées devraient être priées de signaler au Comité, à intervalles de six mois, tous les cas de fraude ou de fraude présumée.

91. Le Comité a l'intention de présenter des rapports plus détaillés sur les mesures prises par l'Administration pour donner suite à ses recommandations. Ainsi, il donnera dans une section distincte de ses rapports, des exemples d'irrégularités persistantes lorsque, de toute évidence, les mesures correctives prises se seront révélées insuffisantes.

92. Enfin M. Woodward tient à souligner qu'il importe de conserver des rôles séparés et distincts aux organes internes et externes de contrôle et de veiller à ce que ces organes évitent tout chevauchement dans leurs activités et se maintiennent en étroite liaison en vue de couvrir de manière efficace et ordonnée l'ensemble des organisations concernées. De l'avis du Comité, une telle liaison est essentielle.

QUESTIONS DIVERSES

93. M. NOUR (Égypte) signale que, bien que l'Égypte se soit acquittée le 2 janvier 1997 de sa contribution pour 1997, le fait n'apparaît pas dans la documentation sur la question qui a été diffusée par le Secrétariat. L'Égypte est fière de figurer au petit nombre des États Membres qui s'acquittent régulièrement de leurs contributions dans les délais et en totalité. M. Nour prie le Secrétariat de corriger les erreurs qui apparaissent dans les documents en question au sujet de la contribution de l'Égypte et de veiller à ce que de telles erreurs ne se répètent pas à l'avenir.

La séance est levée à 17 h 25.